



Colonnes ouvertes

Roland Pfefferkorn

Raclée électorale et lutte des classes

■ Les actionnaires accaparent actuellement 85 % des profits. A la fin des années 1980, on en était à 30 %... Les combines des mêmes pour ne pas payer d'impôts alourdissent encore l'addition. Stéphanie Gibaud, ancienne cadre de l'UBS, le démontre dans « La femme qui en savait trop » (Cherche midi, 2014). Comme quoi les profits d'aujourd'hui ne font vraiment pas les investissements de demain...

L'écrasante majorité de la population, oubliée par le pouvoir « socialiste », s'oublie jusqu'à en devenir invisible. Pourtant les travailleurs, les prolétaires osent le mot, n'ont jamais été aussi nombreux dans l'histoire du capitalisme. Mais jamais ils n'ont eu aussi peu conscience d'exister en tant que classe. La division des travailleurs, les ravages du racisme et du sexisme, empêchent la réémergence d'une conscience de classe partagée. Le mythe des pseudo-« classes moyennes » y contribue aussi. L'actuelle agitation valso-hollandienne n'a que faire de ces enjeux structurels. Ils sont en revanche remarquablement cernés par Olivier Besancenot dans son essai, « La conjuration des inégaux. La lutte des classes au XXI^e siècle » (Cherche midi, 2014).

La contre-révolution néolibérale s'attaque aux conquêtes collectives des travailleurs, au droit du travail, aux services publics et même à la Sécurité sociale. Colette Bec rappelle dans « La Sécurité sociale. Une institution de la démocratie » (Gallimard, 2014) que l'érosion de ce cadre collectif sous des prétextes budgétaires constitue une régression terrible. Dans « Les intermittents du spectacle. Enjeux d'un siècle de luttes » (La Dispute, 2013), Mathieu Grégoire traite de la construction d'institutions permettant de garantir des revenus stables à des catégories particulières de salariés à l'emploi instable. Les institutions,

formelles et informelles, y compris associatives, peuvent en effet contribuer à limiter les dégâts du néo-libéralisme, y compris à l'échelle d'un territoire. C'est ce que montre aussi à sa manière Jean-Louis Favre dans son « Histoire populaire du 13^e arrondissement de Paris » (L'Harmattan, 2014). Il nous donne un aperçu d'un quartier relativement mélangé socialement dans lequel les catégories populaires ont trouvé leur place depuis plusieurs siècles. L'oubli de la lutte des classes conduit trop souvent à se polariser sur les « identités », comme le fait par exemple, Jean-Claude Kaufmann dans son essai pourtant stimulant : « Identités, la bombe à retardement » (Textuel 2014). Dans le passé, avec le fétichisme de la nation et le développement du racisme, cet oubli des classes a permis le développement des fascismes. C'est ce qu'affirment en creux les travaux de Laurent Kestel (« LaRac conversion politique. Doriot, le PPF et la question du fascisme français », Raison d'agir, 2012) et de Christopher Duggan (« Ils y ont cru. Une histoire intime de l'Italie de Mussolini », Flammarion, 2013). Raison de plus aujourd'hui d'y insister. L'appropriation par une petite oligarchie des ressources, espaces, savoirs, biens et services communs est ce qui mine le monde actuel. Au demeurant dans l'histoire de l'humanité, c'est la prospérité, plutôt que la pauvreté, qui donne naissance à l'inégalité (cf. Brian Hayden, « Naissance de l'inégalité. L'invention de la hiérarchie », CNRS Editions, 2013). Dans leur dernier livre, « Commun. Essai sur la révolution au XXI^e siècle » (La Découverte, 2014), Pierre Dardot et Christian Laval en appellent à de nouvelles règles capables d'obliger les hommes. Hollande et les siens nous éloignent d'une telle perspective.